

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

REHABILITATION BATIMENT B DU CFA MOULIN RABAUD

Catégorie opération 2



104 Rue de Saint Gence
87051 LIMOGES

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	23/09/2024	Plan Général de coordination

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	7
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	8
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	8
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 AMIANTE.....	10
2.5 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	11
2.6 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	11
2.7 DIVERS.....	12
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	13
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	13
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	13
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	13
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	14
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	14
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	14
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	15
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	16
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	16
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	16
3.5.1 Présence d'amiante	16

3.5.2 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	17
3.5.3 Travaux divers	17
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES	17
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	18
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	18
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ	19
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	20
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	21
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	22
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	22
5.2 CANTONNEMENTS	22
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	23
5.3.1 Mise en place bungalows	23
5.3.2 Cantonnement à étages.	23
5.3.3 Installation électrique	23
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	24
6.1 ORGANISATION	24
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	24
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	24
6.2.2 Interdiction de fumer	24
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	25
7.1 PPSPS	25
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	25
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	25
8 Annexes	26
Panneau : En cas d'accident	26

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

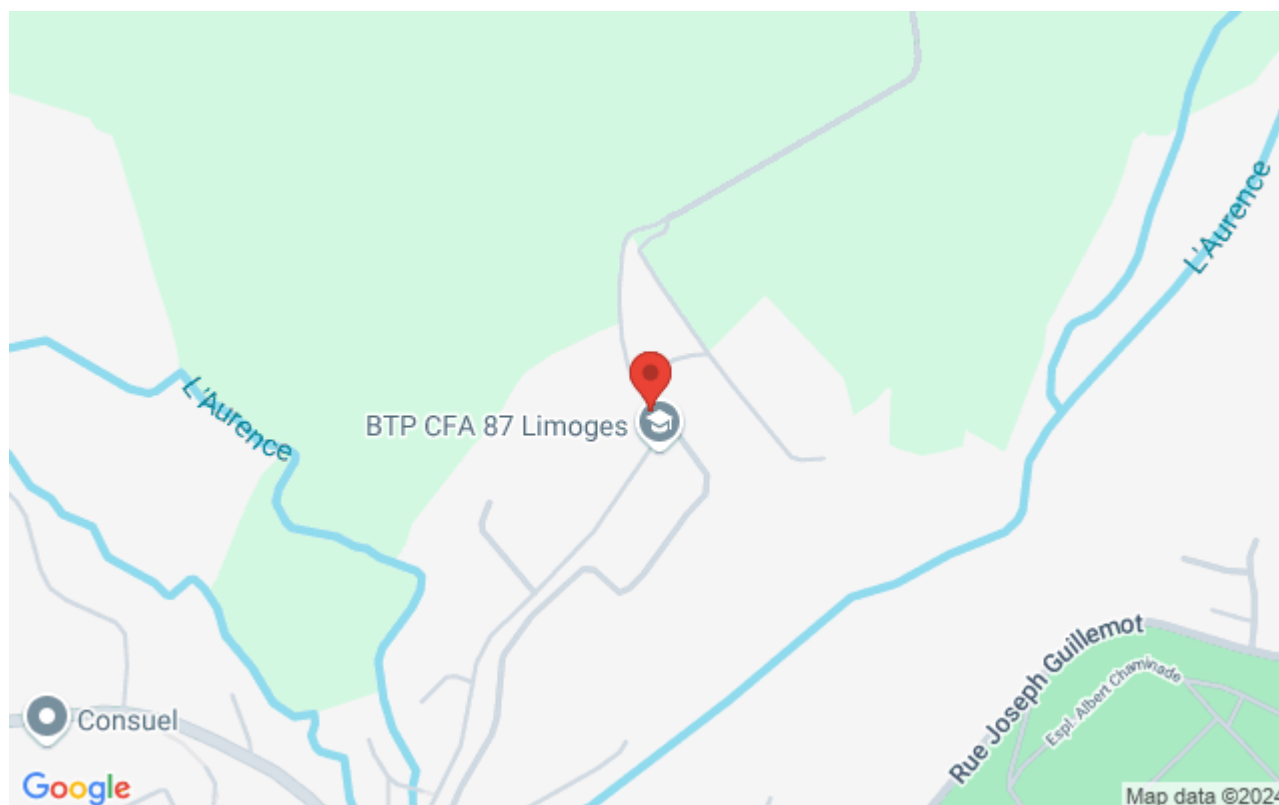
- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

REHABILITATION BATIMENT B DU CFA MOULIN RABAUD

104 Rue de Saint Gence
87051 LIMOGES



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

REHABILITATION BATIMENT B DU CFA MOULIN RABAUD

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	CHBR METIERS ARTISANAT REG NOUV AQU RUE DE SAINT GENCE 87100 LIMOGES	
Architecte	LOUBET-MAURY Architectes Associés 25, Boulevard du Midi 78250 HARDRICOURT	TEL : 01 34 74 45 30 FAX : 0130994753

Inspection du travail	DREETS 87 2, Allée Saint Alexis 87032 LIMOGES	TEL : 05 55 11 66 00
OPPBTP	OPPBTP 87 Nouvelle Aquitaine 4, Rue Marcel Pagnol 87100 LIMOGES	TEL : 05 55 37 51 29
CARSAT	CARSAT 87 37, Avenue du Président René Coty 87048 LIMOGES	TEL : 09 71 10 39 60

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - DESAMIANTEMENT
- N°02 - DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD
- N°03 - ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEUR
- N°04 - ETANCHEITE - ZINGUERIE
- N°05 - SERRURERIE
- N°06 - MENUISERIES EXTERIEURES
- N°07 - MENUISERIES INTERIEURES
- N°08 - PLÂTRERIE - ISOLATION - FAUX-PLAFONDS
- N°09 - PEINTURES
- N°10 - REVETEMENTS DE SOLS - REVETEMENTS DE SOLS DURS - FAÏENCES
- N°11 - ELECTRICITE CFO - CFA - SSI
- N°12 - CHAUFFAGE - VENTILATION - CLIMATISATION - PLOMBERIE

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le [Non renseigné] pour une durée de 9 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 6.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Sans objet

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalisation.s.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise, auprès des concessionnaires

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux

2.4 AMIANTE

Repérage amiante avant opération : référence CABEX 35089

Ces documents sont joints au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

En fonction des résultats et des travaux à réaliser, les entreprises devront :

Travaux en sous-section 3 (retrait ou encapsulage d'amiante) :

- Intervention par entreprise certifiée dans le domaine des travaux réalisés.
- Formation des salariés. - Rédaction d'un plan de retrait, transmis aux organismes de prévention (au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux). - Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Ou

Travaux en sous-section 4 (intervention sur ou à proximité de MPCA susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante)

- Formation des salariés.
- Rédaction d'un mode opératoire, transmis aux organismes de prévention, en fonction de la procédure en vigueur.

– Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
 - Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
 - Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

2.5 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Clôture	Grille HERAS hauteur 2 mètres	En périphérie du chantier Suivant PIC à fournir	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD
Portail et portillon	Portillon sur roulettes	A l'entrée du chantier	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD
Homme trafic	Homme trafic pour les entrées et sorties d'engins et ou de camions.	A l'entrée du chantier.	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.6 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	L'accès piétons et véhicules se feront depuis l'entrée principale du site	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Carte BTP sur casque outénue à disposition.	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Badge	Port de badge nominatif ,celui-ci devra être portévisiblement sur levêtement de travail.	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Liste du personnel	Chaque entreprise seraredevable, de la tenue deslistes des personnesshabilitées à pénétrer sur lesite.	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.7 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Les autorisations d'accès sur le chantier doivent être limitées aux seules entreprises déclarées (y compris les sous-traitants) qui doivent établir la liste nominative. Les sous traitants devront être préalablement agréés par le Maître d'Ouvrage.

Dispositions à prendre par chaque entreprise :

- Port de vêtements ou avec le nom de l'entreprise
- Port du casque avec le nom de l'entreprise
- Identification des engins, véhicules et matériel
- Inscription des salariés sur le registre unique du personnel de chaque entreprise
- Détention de la carte d'identité et/ou professionnelles de type carte BTP ,par chaque salarié intervenant sur le chantier
- Mise en place des panneaux d'interdiction d'accès aux personnes non autorisées

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Présentation du site à chaque salarié	Premier accès au site	CHAQUE ENTREPRISE	
Aire de stationnement	Stationnement dans l'enceinte du chantier		CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Signalisation	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Homme de manœuvre	Homme de manœuvre pour toute marche arrière sur la voie publique.	Au droit de l'accès au chantier	LOTS CONCERNÉS	LOTS CONCERNÉS
Avertisseur de manœuvre	Signale sonore.	Sur tout véhicule et engin.	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès couverture/terrasse	Mise en place d'un escalier de chantier	Pour accès toiture terrasse	ETANCHEITE - ZINGUERIE	ETANCHEITE - ZINGUERIE

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Aucun appareil de levage qu'il soit fixe ou mobile, ne pourra être installé ou pénétré sur un chantier sans que le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur Sécurité Santé en aient été avertis. L'accrochage de moyens de levage sur le bâtiment ou sur 1 passerelle, échafaudage, console, etc... sera soumis à la fourniture par l'entreprise bénéficiaire d'une note de calcul assurant la résistance du point d'ancrage et de l'avis du Moe et du CSPS

Le prêt d'équipement de levage pour d'autres lots que celui d'origine nécessitera la rédaction d'un protocole de prêt par l'entreprise prêteuse et d'une validation par l'entreprise utilisatrice. Code du travail Article R4541-9 (manutentions manuelles = 1 accident avec arrêt sur 3) Lorsque le recours à la manutention manuelle est inévitable et que les aides mécaniques prévues au 2° de l'article R. 4541-5 ne peuvent pas être mises en œuvre, un travailleur ne peut être admis à porter d'une façon habituelle des charges supérieures à 55 kilogrammes qu'à condition d'y avoir été reconnu apte par le médecin du travail, sans que ces charges puissent être supérieures à 105 kilogrammes. Toutefois, les femmes ne sont pas autorisées à porter des charges supérieures à 25 kilogrammes ou à transporter des charges à l'aide d'une brouette supérieures à 40 kilogrammes, brouette comprise. Moyens de prévention à mettre en œuvre par les entreprises pour éviter les risques liés aux manutentions manuelles.

- Évaluer préalablement les risques dès la phase de conception du projet.
- Éviter le recours aux manutentions manuelles chaque fois que cela est possible.
- Réduire le poids unitaire des charges.
- Réduire la fréquence des manutentions et les distances à parcourir.
- Aménagement des postes de travail (temps de repos, contraintes de temps, cadence).

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Camion auto-déchargeable	Proximité du bâtiment et ou des zones de stockage	Lots concernés (Prévoir un homme trafic)	Lots concernés (Prévoir un homme trafic)	
Transpalette/chariot	Pour toutes manutentions horizontales	Lots concernés	Lots concernés	

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier :

- Etude de site.
- Contrôle avant mise en service.
- Contrôle périodique.
- Vérification du limiteur de survol en charge, en limite de chantier.
- Vérification du système d'interférence entre plusieurs grues sur le chantier, qui seront numérotées.

Dans le cas de chantiers mitoyens, un système d'interférence sera mis en place entre les grues de chaque chantier ; la numérotation des grues se fera en continuité et non par chantier. Un anémomètre devra être installé sur chaque grue, avec liaison en cabine, et l'entreprise devra avoir un abonnement avec un service météorologique.

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Pour toute utilisation de la grue du gros-oeuvre, une convention de prêt sera signée avec l'entreprise utilisatrice.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Sans objet.

Lot chargé de l'entretien

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
A voir en fonction des besoins des entreprises suivant l'évolution du Planning	Aires destinées à stocker les matériaux.	Suivant évolution du PIC et de l'avancée des travaux		Clôture en périphérie des aires de stockage.
Magasin de stockage	Magasin fermé à clé (type bungalow).		Interne au magasin	

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Tous postes de travail.	Quotidienne	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Bennes avec tri	Mise en place de bennes avec tri	Dans l'enceinte du chantier	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Si cela s'avère nécessaire, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire appel à une société de nettoyage de son choix, pour assurer un nettoyage quotidien complet (du chantier, de ses abords, de la base vie) y compris enlèvement en décharge publique des gravats de tout le chantier, et ce pendant toute sa durée. Les frais correspondants étant à la charge de l'entreprise responsable des ces déchets.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

DESAMIANTAGE

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

3.5.3 Travaux divers

Sans objet.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Intérieur du bâtiment	TOUS LES LOTS	Permis feu délivré par le chef d'établissement Extincteur à portée de main	

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Dans le cas où plusieurs tâches réalisées en un même lieu par des entreprises différentes nécessiteraient la mise en place d'un dispositif de sécurité commun aux entreprises (platelage pour travaux en sous face de dalle par exemple), il sera prévu une coordination des interventions afin de mettre en place un dispositif commun assurant une sécurité et un confort de travail maximum. Ainsi, il sera mis en place des platelages de pied préfabriqués ou un échafaudage commun. Le lot gros-œuvre est chargé de la mise en place de l'entretien et de la maintenance des protections collectives de sécurité sur le chantier et ses abords pendant toute la durée des travaux

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
-------------	------------------	--------------------------------	------------------------------

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Tranchée	Protection périphérique des fouilles en attente	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD
Trémie petite dimension	Protections collectives	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD
Trémie grande dimension	Protections collectives	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD
Périphérie toiture terrasse	Mise en place de protections périphériques	ETANCHEITE - ZINGUERIE	ETANCHEITE - ZINGUERIE

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Les entreprises utilisant en commun des moyens et protections collectives (tels échafaudages, montematériaux ou autres) devront procéder à la réception du matériel. Cette réception fera l'objet d'un procès-verbal définissant les modalités d'utilisation, d'entretien, et ou de modifications du matériel entre les parties concernées (monteur, fournisseurs et entreprises utilisatrices). Un lot échafaudage de pied pourrait être envisagé pour la protection collective. Ce lot pourrait faire l'objet d'une concertation entre le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur avant l'appel d'offre.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage de pied	Sur l'ensembles des façades	Suivant planning	ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEURE	ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEURE	ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEURE
Echafaudage intérieur	Tous travaux en hauteur	Suivant planning	LOTSCONCERNÉS .	LOTSCONCERNÉS .	LOTSCONCERNÉS .
Engin manutention au sol	Implantation des engins de levage selon le PIC		LOTSCONCERNÉS .	LOTSCONCERNÉS .	LOTSCONCERNÉS .

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

L'installation, l'entretien et la maintenance des installations électriques provisoires de chantier sont à la charge de l'entreprise GO, ce dès le début des travaux. L'installation devra être exécutée suivant les préconisations OPPBTP (Fiche n°G1F0189).

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	A partir du point de livraison d'ENEDIS	Avant le démarrage des travaux.	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD
Armoire générale	Suivant PIC.	Coffret cantonnement	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD
Alimentation cantonnement	Suivant PIC.	A l'installation de chantier	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD
Armoires secondaires	1 coffret de chantier par niveau et par cage d'escalier.	Au fur et à mesure de l'avancement des travaux	ELECTRICITE CFO - CFA - SSI	ELECTRICITE CFO - CFA - SSI
Eclairage circulation verticale	Cage d'escalier et paliers (rampe fluo ou hublots)	Au fur et à mesure de l'avancement des travaux	ELECTRICITE CFO - CFA - SSI	ELECTRICITE CFO - CFA - SSI
Eclairage circulation horizontale	Chemins principaux (circulations) (Néon, rampe fluo ou hublots)	Au fur et à mesure de l'avancement des travaux	ELECTRICITE CFO - CFA - SSI	ELECTRICITE CFO - CFA - SSI
Eclairage poste de travail	Selon besoin	Suivant travaux.	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulations du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Conformément à un planning élaboré par la maîtrise d'œuvre, les interventions ne devront pas avoir recours à des superpositions de tâches. Le maître d'œuvre avec l'accord du coordonnateur réalisera un phasage des travaux de manière à éviter les superpositions et juxtaposition de tâches. Lorsqu'il n'est pas possible d'éviter les superpositions de travaux par un décalage des interventions des entreprises concernées, l'entreprise située en partie haute prendra les dispositions pour installer et entretenir un dispositif physique permettant de supprimer le risque de chute de matériel ou de matériaux engendré de cette superposition. Des protections de la zone de chaque intervenant sera mise en place (garde corps, bâches, filets, contreplaqué). Dans le cas où il s'opérerait un retard important sur le planning et qu'il faille faire appel à des travaux conjugués, le maître d'œuvre et le coordonnateur se concerteront pour établir un planning spécifique à ces interventions.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Démolition	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD		Pas de coactivité	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Démolition	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD	Démolitiondiverses		- Installer desdispositifs deprotection collectiveappropriés.- Interdirematériellem entl'accès aux parties àdémolir.

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Le /date/ Monsieur XXXX Coordonnateur Sécurité de la Société QUALICONSULT SECURITE a réalisé une visite d'Inspection commune avec le Représentant du Chef d'établissement en activité sur site en présence de l'assistant Maître d'Ouvrage, du Maître d'Oeuvre et de l'entreprise générale conformément à l'article R.4532-15 du Code du Travail :Au cours de cette visite les points suivants ont été évoqués :

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	L'accès à la zone de chantier s'effectue par l'entrée du site (les modalités exactes seront déterminées en phase préparation.).Attention, les accès sont ceux empruntés par les exploitants du site. Le Chantier se situe en zone urbaine			TOUS LES LOTS	TOUS LES LOTS
Interférence avec activité du site	Ensemble du site	Site occupé en activité recevant des élèves	Balisage des zones de travail Respect des flux	TOUS LES LOTS	TOUS LES LOTS

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de l'intervention
Voie d'accès principale	Voirie existante.		
Eau potable	Alimentation en eau descantonnements et duchantier pour	Pendant la phased'installation de chantier	CHAUFFAGE-VENTILATION-CLIMATISATION-PLOMBERIE
Eau usées	Réseaux existants.	Pendant la phased'installation de chantier	CHAUFFAGE-VENTILATION-CLIMATISATION-PLOMBERIE
Electricité	Branchement principal à partir du transfo ENEDIS.	Pendant la phased'installation de chantier	DEMOLITION - GROS OEUVRE - TERRASSEMENT VRD

5.2 CANTONNEMENTS

Le cantonnement sera réalisé dès le début du chantier et devra être conforme aux recommandations de la carsat.En cas de présence de personnel féminin , prévoir des installations complémentaires spécifiques etexclusivement dédiées aux personnel féminin(sanitaire,vestiaires)

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	1.25 m ² desurface parsalarié	Local mis à disposition dans le bâtiment A définir en phase de préparation	Armoires,vestiaireschauffés, ventilés etéclairés,patères ennombre suffisant.Douche dansvestiairee ncloisonné	TCE	TCE	TCE
Réfectoire	1.50 m ² desurface parsalarié	Local mis à disposition dans le bâtiment A définir en phase de préparation	Tables,chaïses, chauffegamelle, frigo,balai,poubelles,chauffage	TCE	TCE	TCE

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Sanitaires	Hommes :1WC + 1 urinoir pour 20 personnes. Femmes : 2WC par 20 personnes.	Local mis à disposition dans le bâtiment A définir en phase de préparation	Ballon d'eau chaude, douche en cloisonnée dans vestiaire, lavabos.	TCE	TCE	TCE
Salle de réunion	1 salle de réunion pour 10 personnes	Local mis à disposition dans le bâtiment A définir en phase de préparation		TCE	TCE	TCE

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Coordonnateur. SPS avise l'entreprise de la défaillance ou de la non application d'une mesure. En cas de non respect de la demande du CSPS, celui-ci avise le maître d'ouvrage de la défaillance ou de la non application d'une mesure par une entreprise.

Une réunion est réalisée entre différentes parties concernées afin de déterminer les responsabilités et les sanctions adaptées. En cas de non accord entre les parties, le maître d'ouvrage reste seul décideur.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Sans objet.

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	ELECTRICITE	ELECTRICITE

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Dès l'ouverture du chantier, Le lot Démolition puis le lot Gros oeuvre prendra contact avec la caserne des pompiers pour signaler son début d'intervention et mettre au point, en liaison avec la maîtrise d'oeuvre et le coordonnateur SPS, les dispositions spécifiques à l'intervention des secours. Cette mise au point permettra d'établir un plan général de secours, évolutif en fonction de l'avancement du chantier, qui précisera les accès, les parcours d'évacuation, la position des équipements de premiers secours et d'interventions. Prévoir un point de rassemblement le plus proche de l'entrée principale (voirie), celui servira de repère pour accueillir les secours

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Accès secours	Selon PIC			
Secouriste	1 secouriste pour 20 personnes.	A vérifier en fonction de l'effectif sur chantier.	- Macaron sur casque- Baudrier avec macaron	
Trousse de secours	A charge de chaque entreprise.			A charge de chaque entreprise.
Extincteur chantier	Au droit du poste de travail à risque.	Compatible avec l'environnement.		CHAQUE ENTREPRISE

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Sans objet.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

ANNEXES

REHABILITATION BATIMENT B DU CFA MOULIN RABAUD

104 Rue de Saint Gence
87051 LIMOGES

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: LIMOGES
RUE :104 Rue de Saint Gence

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 05.55.33.12.94 .